

# LES "DOCUMENTS"

d' INFORMATION & LIAISONS OUVRIERES

( Série: " Pays sous-développés ")

numéro 1

NOVEMBRE 59

---

## I. PROBLEMES DE LA DECOLONISATION AU MAROC et TUNISIE

Un camarade ayant séjourné plusieurs mois dans ces pays et ayant eu des contacts étroits avec la population a fait devant notre Groupe un exposé dont l'essentiel est reproduit ci-dessous.

### Région au sud de Taza

Pays de montagnes "qui n'a nourri que des chèvres et des guerriers". L'activité principale est une activité pastorale. Les cultures sont extrêmement pauvres. La tribu est une réalité vivante. Chaque tribu est transhumante et possède 2 ou 3 terroirs éloignés parfois de 15 à 20 km les uns des autres. Chacun d'eux est exploité à tour de rôle suivant les saisons.

Dans le cadre de cette tribu et du village, une réelle communauté existe. Il n'y a pas de séparation nette entre la vie de famille et le travail. Les deux sont imbriquées et reliées à la vie sociale. C'est une vie de relations humaines intenses. Ceci n'exclut pas la présence de pauvres et de riches.. Dans les villages éloignés de la vie moderne, une organisation indépendante existe sous forme d'un conseil des notables qui a une certaine responsabilité dans l'administration du village.

---

Note: En plus des "Compte-rendus d'activité" rendant compte de nos réunions hebdomadaires, de nos "Bulletins d'Information" et de nos "Cahiers" consacrés à des études plus substantielles, nous entamons une nouvelle série de publications intitulée "Documents". Il s'agit de "matériaux" à l'état plus ou moins brut sur des problèmes généraux tels que les pays-sous développés, des témoignages d'ouvriers et d'employés, des documents statistiques, etc.

Le présent N° traite du Maroc, de la Tunisie et du Congo belge, le prochain traitera de la Guinée.

Depuis le protectorat une perspective importante de travail était l' enrôlement dans l' armée française, ce qui, d' un certain point de vue permettait un contact réel avec la vie moderne. C' est ainsi que des gens habitant à plusieurs heures de mulet dans un village de montagne ont, avec l' Armée française, "voyagé" en Afrique, en Europe et en Asie. Par ailleurs ils ont connu la vie citadine. Ils envient cette vie du point de vue matériel, mais par ailleurs s' en sentent supérieurs du fait de leur style de vie. Ceci se résume en un sentiment mêlé de mépris et d' envie. Leur plus profond désir c' est l' éducation. Ils réclament des écoles pour leurs enfants. Ils veulent que ceux-ci s' instruisent pour aller à la ville et veulent en faire des "dirigeants" ( administration)

En bordure de cette région existent quelques usines travaillant le crin végétal. La main-d' oeuvre paysanne s' adapte parfaitement à ce travail.

Au village le travail des femmes est beaucoup plus important que celui des hommes. L' homme ne travaille qu' une trentaine de jours par an. Le reste du temps est consacré à la garde des animaux, d' où un rythme de vie très particulier.

#### Région de Meknès

Principalement constituée d' une plaine fertile qui a été prise par les colons européens, seul le quart de cette plaine est restée entre les mains des paysans marocains. Dans la partie colonisée la culture est mécanisée. Des ouvriers agricoles venus d' autres régions se sont implantés et ont formé des villages.

Depuis l' Indépendance, et plus particulièrement depuis les massacres de 1956, les colons français n' habitent plus sur les lieux d' exploitation. Ils rentrent tous les soirs à Meknès par sécurité. Sous leur direction, la nature de la culture a changé. On fait pousser des céréales à la place des légumineuses, par exemple, qui permettent le travail mécanisé. De ce fait il n' y a que très peu de main-d' oeuvre indigène sur place et le chômage sévit. Les chômeurs se sont groupés eux aussi en villages. D' autres sont allés grossir les "bidonvilles" de Meknès.

Tous les paysans qui ont été autrefois expropriés et refoulés vers la montagne désirent retourner dans leurs propriétés. Mais en cas de retour un partage des terres avec les ouvriers agricoles nouveaux venus est exclu.

Région de Sousse

Deux types de vie dans cette région:

- culture de l'olivier. Les gens sont groupés dans de grands villages ( Sahel),
- anciens nomades stabilisés qui commencent à cultiver l'olivier et les céréales ( Bédouins).

Ceux du Sahel ont un style de vie ressemblant à celui de certains paysans français. Ce sont des gens laborieux qui ont une certaine mentalité de bourgeois et qui regardent les Bédouins avec condescendance. La vie tribale a pratiquement disparu sauf pour certains Bédouins. Dans un même bourg du Sahel, une grande solidarité existe. Mais des rivalités entre bourgs se manifestent.

Dans le Sahel on constate déjà la séparation entre travail et vie de famille. Les Bédouins, eux, vivent dans un cadre unifiant les différents aspects de leur vie.

Il n'y a aucun colon dans ces régions.

Oasis du sud

Bordure du Sahara. Culture intensive du palmier. Sous les palmiers, oliviers et légumes. Les villes sont construites en bordure de l'oasis. Elles vivent uniquement de l'oasis, ce qui est nettement insuffisant. 80 des gens ne mangent pas à leur faim. Des problèmes de tous ordres mettent ces sociétés en fermentation. Par exemple l'eau est injustement répartie, or c'est un élément fondamental. Propriétés de la terre et de l'eau sont deux choses différentes. Il y a des gens qui ont peu de terres et beaucoup d'eau. Il y en a d'autres dans le cas inverse. Le plus souvent les palmiers sont trop serrés. Ils s'étouffent mutuellement et limitent la culture des oliviers et des légumes placés en dessous.

La propriété est très concentrée. La majorité des gens sont des ouvriers: les Khamès. Ceux-ci touchent la contre-valeur du 1/8 de la récolte, alors que dans les autres régions de Tunisie, c'est le 1/5 qui est réservé à la main-d'oeuvre. Le Kamès a d'autres obligations: il doit par exemple assurer l'entretien du système d'irrigation.

La vie tribale existe, les tribus sont groupées par quartiers.

Parfois, et même souvent, les propriétaires ne sont pas plus riches que les Khamès. La différenciation provient du fait que les propriétaires ne travaillent pas. Dans cette situation archaïque est né un syndicalisme moderne. Les Khamès se sont

syndiqués à l'exemple des travailleurs d'exploitations capitalistes proches. Des revendications ont été posées: sécurité sociale, accidents du travail ( les chutes des palmiers sont fréquentes), sécurité de l'emploi, participation à la direction de l'oasis.

Un conflit ouvert a éclaté un jour au sujet des travaux d'entretien des canaux d'irrigation. Les Khamès ont refusé de faire ces travaux. Les propriétaires et leurs ouvriers se sont trouvés face à face, pour la première fois sans doute de leur histoire. Mais les ouvriers n'ont pas jusqu'ici obtenu satisfaction.

### Quelques questions

Le militant révolutionnaire européen mis en présence de situations telles que celles qui viennent d'être décrites est conduit à se poser des questions. En voici quelques unes.

I. Nous définissons le socialisme comme un prolongement de l'évolution et de l'action de la classe ouvrière. N'est-il pas possible également de définir le socialisme comme un prolongement de la vie paysanne? Car il y a des éléments de totalité et de vie harmonieuse dans les rapports de ces paysans de pays sous-développés. Le paysan suit son produit de bout en bout. Chacun sait ce qu'il se passe chez l'autre, la vie s'exerce sous une forme quasi communautaire.

On est en présence d'une situation qui n'existe pas chez la classe ouvrière. Certes il y a l'étroitesse de la vie paysanne ( propriété), mais la vie moderne pénètre et jette ces gens dans une crise grave.

II. Si l'on accepte de réfléchir au socialisme de cette manière, est-il possible pour un Groupe révolutionnaire de s'adresser aux paysans comme il s'adresse aux ouvriers? Nous venons aux ouvriers pour les aider à découvrir ce qu'ils sont, et cela est suffisant. Pour les paysans il y a des barrières bien plus importantes entre leur situation et le socialisme.

III. A ce moment un autre problème se pose qui concerne l'alliance entre ouvriers et paysans, ou entre ouvriers et paysans des pays sous-développés. Dans ce cas doit-on s'adresser à la classe ouvrière en lui disant qu'elle est l'unique force capable d'instaurer le socialisme et qu'elle rencontrera les paysans au travers de sa route?

## II. LA SITUATION POLITIQUE AU MAROC

Un autre camarade séjournant au Maroc donne dans une de ses lettres les précisions suivantes sur la situation politique actuelle.

La situation politique et sociale est actuellement explosive. Les événements qui se déroulent et ceux qui se préparent sont d'autant plus graves que la misère est devenue insupportable. Les gens du peuple sont profondément irrités. Ils ont l'impression, juste d'ailleurs, qu' "on" n'a rien fait, que tout va plus mal qu' "avant", que des profiteurs ont pris les bonnes places mais uniquement pour leur avantage personnel et de multiples exemples éclatants se présentent à leurs yeux.

Mais quand il s'agit de définir les responsables de la pagaie et de la misère, il y a 2 camps: ceux qui accusent "le Palais", ceux qui accusent les "Politiciens", et bien sûr, le "Palais" a sa solution, et les "Politiciens" la leur.

Le "Palais" est actuellement animé par le prince Moulay Hassan. Le Roi reste à l'écart. Maladie grave ou "diplomatie orientale", il est impossible de le dire, les bruits les plus contradictoires courent. Il est possible qu'il veuille attendre et réserver son rôle traditionnel d'arbitre.

Le Prince, chef de l'armée, prépare depuis plusieurs mois une dictature militaire et policière: il tient solidement les 2 instruments de sa politique, il aurait l'appui de l'armée française et de l'ambassade, il dévaluerait probablement le franc marocain ( N.D.L.R.: depuis la rédaction de cette lettre c'est chose faite.), ferait appel aux capitaux "occidentaux", relancerait l'économie capitaliste et néo-colonialiste et sans doute prendrait ses distances à l'égard des Algériens.

Pour ce faire il aurait donc l'armée et la police, la neutralité d'une partie de la population, et l'appui des féodaux et des grands bourgeois.

Selon certains bruits ce complot militaire était prêt à éclater il y a huit jours. La mobilisation des forces de l'Armée de Libération opposées au Prince aurait fait reculer l'exécution. Dans les villes de l'intérieur des bagarres sanglantes se seraient déroulées la semaine dernière.

L'Opposition vient de marquer un point très important avec la constitution de l'Union Nationale des Forces Populaires à Casa ces jours-ci. Qui y a t il dans cette UNFP? La majorité du prolétariat des villes et de la petite bourgeoisie. Une grande partie déjà avait suivi ben Barka lors de la scission de l'Istiqlal, et une autre partie se trouve au PDI (Parti Démo-

cratique de l'Indépendance) qui était encore puissant dans les villes de l'ancienne zone espagnole. L'Union, confédération de l'Istilal et PDI fait cesser de vieilles rivalités de personnes et réalise l'unité des "forces populaires" des villes. L'apport de L'UMT ( Union Marocains du Travail) et de l'UNEM (Union des Etudiants Marocains) renforce cette unité.

Qu'en est-il des campagnes? La situation est plus complexe. Il semble que la majorité des Berbères montagnards, notamment, se trouve derrière le Mouvement Populaire. Celui-ci semble avoir éclaté. Les dirigeants, Khatib et Ahardane paraissent conserver des liens avec le Palais, notamment par l'intermédiaire de Si Bekkaï, mais un personnage du MP, Sanhadji, dont j'ignore le caractère représentatif a apporté l'adhésion "de la base du MP" à l'UNFP. Khatib et Ahardane avaient encore en juillet la confiance des montagnards du Rif et du Moyen Atlas. L'ont-ils toujours? Et qui suit Sanhadji? Il est impossible actuellement de le dire, il semble que les montagnes du Sud soient tenues par les amis de Ben Barka, mais nous manquons de renseignements sûrs.

En tout cas, l'UNEP représente la force politique populaire la plus importante du Maroc. Restent à l'écart les dirigeants du MP et une partie de leur troupe, les anciens de l'Istiglal, Allal el Fassi en particulier, mais il est difficile de dire qu'elle est leur influence réelle. Elle n'est certainement pas négligeable mais elle pourrait s'effondrer s'ils prenaient ouvertement parti pour le Prince.

L'UNEP est solidement assise sur les structures clandestines de l'armée de Libération. Elle dispose d'armes et de combattants fortement encadrés, c'est ce qui empêche actuellement tout coup d'Etat militaire, d'autant plus qu'elle doit avoir des amis dans les forces armées royales.

L'UNEP se présente comme le grand mouvement d'Unité Nationale, il a dans ses rangs quelques industriels, des commerçants, des fonctionnaires, des employés et des paysans, mais ces "industriels" sont de petits capitalistes marocains guère plus puissants que des patrons artisans, et luttant pour ne pas être écrasés par les grandes entreprises colonialistes. Quand le manifeste de l'UNFP proclame: "Il n'y a aucune contradiction entre les intérêts des différentes couches sociales du peuple marocain", il reprend de façon à peine plus grossière les thèses du PC marocain, avec le même but: attirer le maximum de capitalistes marocains. Mais beaucoup de dirigeants n'y croient guère.

Leur programme est encore imprécis; réforme agraire, mais sous quelle forme?, industrialisation, mais avec quels capitaux? et quels techniciens? Sans doute comptent-ils sur l'aide soviétique, mais certains d'entre eux espèrent jouer sur les deux tableaux. Enfin ils disposent d'un atout psychologique important: la solidarité arabe. L'appel à ce sentiment peut

mobiliser les foules en leur faveur et peut être verrons nous s'établir une sorte d'Etat bureaucratique appuyé sur l'UNFP. Mais la bureaucratie marocaine paraît si incapable que l'on peut se demander comment elle sera capable de gérer l'économie du pays.

Mais cela est un problème d'avenir. Dans l'immédiat la partie n'est pas jouée: le Prince d'un côté, l'UNFP de l'autre, le Roi dans l'expectative. Si le Roi est vraiment très malade, le conflit Prince-UNFP éclatera, sinon il sera retardé. Le Gouvernement est divisé en deux: ministères économiques, Affaires étrangères et Intérieur aux amis de l'UNFP (mais l'Intérieur ne contrôle pas la police), les autres ministères, secondaires sauf la Défense Nationale, aux amis du Prince. Cette division ne pourra durer longtemps: il faut choisir rapidement une politique économique....

PS. L'UNEF est animée par des hommes très différents les uns des autres. Ben Barka, ex prof de math d'origine petite bourgeoise assez pauvre, est le "théoricien", il est très "léniniste", mais un "léniniste" ignorant Marx, grand administrateur de la Chine et de la Yougoslavie. A côté de lui, et prenant de plus en plus de place est l'étrange fqih Basti. Un fqih est un "savant théologien". Ce Basti a une formation purement arabe, ce qui n'implique pas seulement une formation traditionnelle, il ignore le français, et, comme il refuse de faire des déclarations aux journalistes occidentaux on ignore ce qu'il pense. Peut-être est-ce un musulman "réformiste"? En tout cas, il a joué un rôle important dans la lutte pour l'indépendance et c'est un des chefs de l'armée de libération. On l'accuse d'avoir largement profité de cette indépendance, mais sa personnalité nous échappe presque complètement.

### III. UNE ANALYSE DES EVENEMENTS DU CONGO BELGE

Un autre camarade, familier du Congo belge, nous a fait un exposé dont nous donnons l'essentiel ci-dessous

Rappelons d'abord les événements survenus au Congo belge depuis le début de l'année. Nous les analyserons ensuite.

#### Dix mois d'agitation et de troubles

décembre 1958: élections municipales à Léopoldville (élections de "bourgmestres" de quartiers). L'ABAKO, mouvement régionaliste s'appuyant sur la puissante "ethnie" Bacongo, emporte un succès inattendu contre les candidats modérés soutenus par l'Administration belge.

4 janvier 1959: des émeutes éclatent à Léopoldville, des bagarres opposant des tribus rivales; on dénombre au moins 47 morts (tous indigènes), des pillages ont lieu dans une partie de la ville. Après une période de panique, les forces de police réussissent à "rétablir l'ordre". 3 leaders de l'Abako, dont Joseph Kasavubu (prononcer Kasavoubou), sont arrêtés.

13 janvier: à Bruxelles, le roi Baudoin promet aux Congolais l'autonomie interne à terme.

mai: les 3 leaders de l'ABAKO, dont on ne sait trop quoi faire, sont libérés et invités en voyage d'études à Bruxelles.

juin: le ministre des Colonies Hemelryk (tendance libérale), au cours d'un voyage au Congo est acclamé par les Indigènes et hué par les colons (genre guy Mollet à Alger).

3 septembre: le ministre démissionne et est remplacé par De Schryver, considéré comme moins libéral.

octobre

- grève des ouvriers et des employés africains de l'importante entreprise de transports para-étatique du Bas-Congo, l'OTRACO,
- création à Elisabethville (Katango industriel) d'un syndicat non gouvernemental des travailleurs du secteur privé,
- début d'émeute à Matadi (morts et blessés),
- émeutes interraciales à Luluabourg (Congo central), morts,
- les deux partis les plus importants, le Mouvement Nationaliste Congolais et l'ABAKO décident de boycotter les élections aux conseils provinciaux prévues pour décembre.

novembre

- émeutes à Stanleyville, la police rétablit l'ordre à coups de mitraillettes, nombreux morts et blessés,
- courte et violente guerre intertribale au Ruanda-Urundi, très nombreuses victimes, état d'urgence.

### Les origines de la tension actuelle

Pour comprendre la nature de la situation actuelle il faut remonter assez loin dans le temps et dire un mot de la structure très particulière du Congo sur le triple plan économique, social et politique.

Le Congo est un pays très grand; 4 fois la France, mais relativement peu peuplé ( 13 millions d'Européens, environ 100 mille Européens), très diversifié géographiquement ( forêts, savanes, marécages, plateaux, montagnes, lacs ) et ethniquement: tribus bantou aux caractères nettement accusés: Bakongo, Baluba, Lulua, traditionnellement rivales.

Le Congo a été colonisé relativement tard (fin 19<sup>e</sup> siècle).

Lu cours d'une première période allant en gros jusqu'à la première guerre mondiale le pays a été mis en coupe réglée par des "compradores", aventuriers sans foi ni loi qui achetèrent l'ivoire et le caoutchouc aux indigènes à des prix très bas et leur vendaient très chers de la quincaillerie, des tissus et de l'alcool.

Mais, au début du siècle, après de nombreuses réticences, d'importants groupes financiers, notamment la puissante Société Générale de Belgique, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le "Groupe Empain", etc, s'intéressèrent à la nouvelle colonie et s'y implantèrent. C'est en 1906 que furent créées les 3 grandes sociétés, l'Union Minière du Haut-Katanga, le B.C.K (compagnie de Chemin de fer) et la Forminière qui devaient fournir l'élément moteur du développement industriel du Congo. Ces sociétés reçurent d'importantes concessions territoriales et minières, des privilèges de toutes sortes, qui firent des Groupes financiers sus nommés les véritables maîtres du pays. Ainsi on peut parler de colonisation de monopole qui n'a son équivalent nulle part.

Ce type de colonisation changea progressivement le mode d'exploitation du pays, surtout lorsque la guerre eût accéléré la "mise en valeur" des richesses congolaises. On commença à économiser la main-d'oeuvre, à la fixer dans des villes près des exploitations, à systématiser la formation professionnelle des Noirs, à expurger la colonie de ses éléments européens trop aventuriers, à limiter l'introduction des colons européens.

La 2<sup>e</sup> guerre mondiale donna un coup de fouet au développement industriel, des industries secondaires s'implantèrent dans le sillage des grandes exploitations minières et métallurgiques. Ainsi le Congo connut jusqu'en 1957 un essor économique prodigieux, portant l'industrialisation, dans certaines régions, à un niveau supérieur à celui de certaines régions d'Europe.

### Bouleversements sociaux

Tout cela naturellement s'accompagna d'un bouleversement total de la vie indigène et des structures de la société autochtone. Un prolétariat urbain loin d'être négligeable se forma tandis que les villages de l'intérieur se vidaient de leurs éléments les plus dynamiques; sur les chantiers, dans les mines, dans les usines, des Africains d'origines très diverses se cotoyèrent, se mariant entre eux, malgré les barrières tribales. De nouveaux modes de vie apparurent et la société indigène traditionnelle, absolument inadaptée aux problèmes nouveaux, craqua de toutes parts. Ce fut la source de nombreuses tensions et de nombreux conflits dont il faut dire un mot.

On peut en distinguer trois grands types.

Le plus fondamental est le conflit qui oppose de façon permanente et radicale les colonisés aux colonisateurs. Pour arriver à contrôler totalement la main-d'oeuvre dont ils avaient besoin, les monopoles colonialistes firent instituer des lois et des règlements draconiens: recrutement obligatoire, contrats de longue durée (2 ou 3 ans) ne pouvant être résiliés par les Noirs, sanctions pénales pour les fautes de travail, étroit contrôle des déplacements par un système exécuté de "passeports" intérieurs, etc.

Ce système fut à l'origine d'une haine profonde et tenace des indigènes pour les colonisateurs encore accrue par le comportement raciste de la plupart des Blancs.

Le 2ème type de conflit est provoqué par l'opposition entre la société coutumière clanique et la société nouvelle européanisée et faiblement structurée, entre les valeurs traditionnelles, notamment le respect des ancêtres et de la tradition, et les aspirations nouvelles: désir de liberté, de jouissance, de novation. Géographiquement ce conflit apparaît dans l'opposition entre le monde rural allant s'appauvrissant matériellement et les agglomérations urbaines surabondantes de vie et relativement plus riches.

Le 3ème type de conflit, lié aux précédents, apparaît au niveau des croyances. En effet la colonisation s'est accompagnée d'une intense activité d'évangélisation avec une véritable course entre missions catholiques et protestantes. Les féticheurs et les sorciers en ont été les victimes. Mais les missions n'ont pas gagné sur tous les tableaux. Les Noirs ont surtout retenu de l'enseignement religieux ce qui convenait à leurs aspirations profondes: la venue d'un messie libérateur par exemple, tandis qu'ils conservaient par ailleurs l'essentiel de leurs croyances magiques. Ainsi sont apparues des organisations magico-religieuses originales, telles que le mouvement Kitawala-Watch Tower (La cloche sonnera la libération) et le Kibanguisme (Kibangu messie sauveur des Noirs) qui, en fonction de leur propre dynamique, n'ont pas tardé à devenir des foyers d'opposition politique aux colonisateurs (exemple d'un chant rituel nouveau: "Le couteau servira à couper la tête du Blanc, Et la lance à lui percer le coeur.", et la formule-drapeau: "Une église noire pour les Noirs" ou "Le Congo aux Congolais").

Dans les milieux urbains, dans les "Centres extra-coutumiers" comme on les appelle, ces sociétés secrètes s'implantèrent également malgré la chasse que leur faisait l'Administration, mais leur influence demeura limitée en raison même de leur clandestinité, et elles n'eurent jamais l'occasion de tenter l'épreuve de forces contrairement à ce qui s'était passé en brousse (jacqueries paysannes).

Dans les villes, donc, la résistance à l'exploitation prit

d'autres formes: une forme inorganisée, essentiellement individuelle, sur les lieux de travail (absentéisme, flannerie systématique, vol, sabotage, etc), une forme également élémentaire mais collective, sorte de transposition à la nouvelle vie des formes claniques, donnant naissance à des groupes de "bandoukou", c'est à dire de "frères" regroupés au hasard des circonstances et des affinités, et pratiquant une entr'aide assez poussée, les membres s'informant des projets des Blancs, se passant des tuyaux pour échapper à la police, s'aidant matériellement, etc.

### L'évolution pendant et après la guerre

Pendant les hostilités de 1939-45, l'"effort de guerre" se traduisit par une surexploitation des indigènes et par une accélération de la crise interne de la société traditionnelle. Les conflits signalés ci-dessus prirent une forme de plus en plus aigue et devinrent explosifs au moment du "défoulement", c'est à dire au retour de la paix. De brusques flambées de révoltent vinrent ébranler la belle sérénité des autorités coloniales: émeute de Matadi provoquée par la secte de Kibangu, soulèvement d'une partie de la garnison de Luluabourg, et surtout la grève inattendue et spontanée des travailleurs de l'ensemble des exploitations de l'Union Minière qui prouva que, en dehors de tout syndicat déclaré, les travailleurs de ce trust avait mis sur pied un embryon de réseau de communication et des éléments de coordination. Par ailleurs le mouvement d'émancipation qui commença alors à se mettre en train dans les territoires voisins du Congo belge, notamment en Afrique dite française, alerta les responsables de la politique coloniale des grands monopoles. Des études sérieuses furent entreprises pour rechercher les moyens d'affermir les bases du système colonial.

Ces études aboutirent à la mise en forme d'une politique relativement intelligente. En quoi consistait-elle?

En quelques idées clefs.

- assurer la prospérité économique générale par l'industrialisation secondaire et la mise en oeuvre d'une politique économique à long terme anti-cyclique: les instruments de cette politique furent le 1er plan décennal de développement économique et social ainsi que l'institution d'un fonds de crise destiné à venir en aide au budget de la colonie en cas de récession.

- relever lentement mais régulièrement le niveau de vie des indigènes par l'institution d'un salaire minimum garanti et d'allocations familiales, et d'une échelle mobile des salaires en fonction du coût de la vie.

- stabiliser et encadrer la société indigène détribalisée en créant un paysannat indigène ( propriété privée de la terre, propriété collective des gros instruments d'exploitation), en encourageant le développement d'une bourgeoisie autochtone, en mettant progressivement en place dans les villes indigènes des institutions politiques locales gérées partiellement par les Africains, en créant des syndicats étroitement contrôlés par l'administration et des comités d'entreprise devant assurer une meilleure entente entre travailleurs et patrons.
- continuer néanmoins à contrôler la vie politique et à isoler le plus possible les Congolais des influences étrangères: pas de voyages à l'étranger, pas d'études supérieures pour les Noirs,
- enfin améliorer les rapports entre Africains et Européens, en exigeant de ces derniers qu'ils deviennent polis envers les Noirs, en même temps que l'on adoucissait la ségrégation raciale.

En fait cette belle politique ne réussit qu'à masquer pendant un certain temps le mouvement anti-colonialiste qui se poursuivait souterrainement de façon irrésistible. Les Noirs accueillirent avec satisfaction les améliorations octroyées, mais ils les trouvèrent d'autant plus insuffisantes que les différences de niveau de vie des Blancs et des Noirs demeuraient énormes. Ils sentirent que ces concessions trahissaient une position de faiblesse. Les rares intellectuels noirs commencèrent à entrevoir des possibilités de promotion inespérées et ils devinrent subitement "gourmands".

Au début, c'est à dire en 1956, à l'époque du premier "Manifeste Nationaliste", il ne s'agissait que d'une démarche très modérée de quelques intellectuels de Léopoldville. Le gouverneur général de l'époque, Pétillon, daigna à peine y répondre, se contentant d'annoncer la mise sur pied d'un groupe de travail devant ébaucher "un statut évolutif" pour le Congo.

Mais la situation économique, en se détériorant en 1957 sous l'effet de la récession américaine, vint augmenter le mécontentement, le chômage grandit, le niveau de vie général baissa. Par ailleurs la "décolonisation" d'une partie de l'Afrique anglaise (Ghana) et de l'Afrique française toute proche - de Léopoldville à Brazzaville il n'y a que l'espace d'un fleuve - vint grossir l'impatience des intellectuels. Des partis politiques africains se créèrent, en partie clandestins, en partie encouragés par l'Administration qui voyait monter les périls et qui pensait qu'un encadrement et un exutoire politiques n'étaient peut-être pas une si mauvaise chose. C'est de 1958 que date la création du Parti Nationaliste Congolais, dirigé par un Congolais entreprenant et populaire, Patrice Lumumba, du Parti de l'Abako, dirigé par Kasavubu, bientôt suivis par de nombreux partis plus ou moins fantômes tels que le parti socialiste congolais, etc.

C'est alors qu'éclatèrent les émeutes de Léopoldville, ce qui sema la panique parmi les Blancs et un véritable désarroi dans les milieux politiques belges. Partisans de la méthode dure et libéraux s'affrontèrent. Mais l'exemple de l'Indochine et de l'Algérie donna à réfléchir. La petite Belgique apparut comme incapable de réussir là où la grande France avait si lamentablement échoué. On tergiversa, oscillant entre la rigueur et le libéralisme, et c'est ainsi que la situation se "dégrada" suivant la chronologie qui a été rappelé plus haut.

### Que penser de tout cela?

Ce qui frappe dans ce tableau c'est la diversité des mouvements qui viennent d'avoir lieu, c'est d'autre part l'espèce d'accélération que prend soudain l'Histoire dans ce pays que les colonisateurs espéraient pouvoir tenir à l'écart des grands courants de notre époque.

En fait les deux choses sont liées. Nous avons vu que la société indigène était très hétéroclite et minée de crises de types différents. Seule la présence d'un colonisateur tout puissant réussissait à maintenir les choses en état. Mais dès que la faiblesse réelle du colonisateur a commencé à se manifester, les forces antagonistes longtemps comprimées se sont mises en branle presque simultanément et les conflits jusqu'ici contenus ont éclaté.

Les Bakongo souhaitent refaire leur unité tribale, retrouver les limites de l'ancien royaume Bakongo qui s'étendait sur les deux rives du fleuve. Leur nationalisme est étroit et inquiétant pour les éléments ethniques non congolais installés dans la région de Léopoldville. L'Administration a naturellement espéré tirer profit de ces rivalités tribales, mais ce faisant elle a joué les apprentis sorciers, comme l'ont prouvé les événements de Léopoldville.

Les Kibanguistes estiment que le moment est venu de faire admettre droit de cité à leur culte, de rentrer en possession du corps de leur demi-Dieu Kibangui. Ils s'en prennent aux colonisateurs, mais leur action est engluée dans un archaïsme complètement inadapté à la réalité de la situation présente.

Au Ruanda la situation est particulièrement explosive. Il s'agit d'un protectorat belge sur la partie orientale du Congo belge. Ces hauts plateaux sont relativement fertiles et permettent notamment l'élevage des boeufs. Trois grandes races y coexistent: les Batwa (environ 50 000, pygmés restés assez à l'écart des influences occidentales), les Bahutu, peuplades d'agriculteurs bantou (environ 4 millions), les Watutsi, pasteurs et guerriers, très grands et le teint clair, venus du Nord, et qui bien qu'en assez petit nombre (50 000?) ont à peu près

vassalisé les Bahutu. Les colonisateurs se sont appuyés sur les structures féodales qu'ils ont trouvées et laissé en place les "seigneurs" watutsi groupés autour de leurs Bami ( rois de l'Urundi et du Ruanda). Ainsi les Bahutu ont eu longuement l'occasion de faire l'expérience d'une exploitation des Noirs par les Noirs se superposant à l'exploitation des Noirs par les Blancs. Comme, d'autre part un certain nombre de ces Bahutu sont allés travailler au Congo sur les mines et les chantiers de l'Union Minière, ils sont revenus au pays assez impatients de se libérer de l'oppression Watutsi. Divers mouvements politiques sont nés ces derniers temps reflétant la situation ci-dessus. Le Rassemblement démocratique populaire semble regrouper les éléments Bahutu les plus progressistes, alors que l'Aprosoma paraît plus traditionnaliste et l'Union ruandaise regroupe les éléments les plus conservateurs des Watutsi. Ce sont ces derniers qui réclament l'indépendance avec le plus d'énergie, espérant profiter du départ des Belges pour retrouver leur autorité d'autrefois.

Si l'on revient au Congo, on doit remarquer que jusqu'ici le prolétariat le plus "avancé", c'est à dire celui du Katanga industriel, est resté relativement sur la réserve. Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence. En effet les ouvriers et les employés des grandes entreprises sont parmi les éléments les plus favorisés à l'heure actuelle sur le plan économique. Ils savent que cette relative prospérité est liée aux dites entreprises, et l'on comprend qu'ils hésitent à se lancer dans une aventure qui risque d'arrêter la vie économique moderne du Congo et de tarir leurs moyens d'existence. Ce sont également les éléments les plus "détribalisés", les plus "rationnalistes", les plus éloignés du traditionnalisme et des mystiques du type "Kibanguisme". D'autre part, comme on l'a vu, la plus grande confusion règne dans les esprits. Les partis politiques se multiplient mais leur audience dépasse rarement le cadre tribal ou local. C'est encore le Mouvement Nationaliste Congolais, animé surtout par les Baluba mais qui se veut vraiment national ( c'est à dire inter-tribal ), qui semble rencontrer le plus d'appui parmi les ouvriers du Katanga. En fait jusqu'ici ces derniers sont restés sur la réserve et l'on a l'impression - mais ce n'est qu'une impression - qu'une sorte de modus vivendi provisoire s'est plus ou moins spontanément établi entre les grands monopoles, notamment l'omniprésente Union Minière, et les leaders du mouvement ouvrier congolais.

Tout ceci concourt à donner aux événements actuels une physionomie très spéciale et déroutante. Ce qui est clair c'est qu'un mouvement accéléré de politisation des masses indigènes congolaises - qu'elles soient paysannes ou citadines - est déclenché depuis quelques mois, échappant presque totalement au contrôle des quelques intellectuels qui amorcèrent le mouvement.